Introduction

Patrick Prévost

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/3512>

DOI : 10.4000/ries.3512

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1995

Pagination : 27-29

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Patrick Prévost, « Introduction », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 08 | 1995, mis en ligne le 20 février 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/3512> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.3512>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Introduction

Patrick Prévost

- 1 La fonction d'inspection recouvre, selon les pays, des réalités différentes, en rapport étroit avec l'organisation générale des systèmes éducatifs et leur degré plus ou moins grand de centralisation. De même, l'héritage du passé, l'organisation juridique et administrative des États, les valeurs culturelles et les idéologies – qu'elles soient explicites ou non – contribuent à définir des pratiques d'inspection variables d'un pays à l'autre. La polysémie du mot « inspection » renvoie à des missions diverses qui vont bien au-delà de celle qu'induit son étymologie (*inspicere, inspectare* : regarder à l'intérieur).
- 2 Par ailleurs, dans de nombreux pays, une évolution des dispositifs et des modalités apparaît et va de pair avec le souci de garantir la qualité du service public d'éducation, d'évaluer l'efficacité et l'efficience de l'enseignement, de prendre en compte les changements sociaux et politiques. L'image traditionnelle (et parfois mythique...) de l'inspection se transforme, la nécessité d'une formation à des responsabilités nouvelles apparaît et génère, sous des formes diverses, une réflexion sur le métier d'inspecteur. C'est de ce constat qu'est né le projet de constituer un dossier sur ce thème. Mais, d'emblée, une première difficulté est apparue : s'il existe une évolution des fonctions, l'importance des changements varie d'un pays à l'autre et ces évolutions ne vont pas toutes dans le même sens. Pourtant, malgré ces différences et ces évolutions, il semble bien que tous les pays, à des degrés divers, ressentent le besoin de confier à des personnels d'encadrement un certain nombre de fonctions qui renvoient à trois tâches principales :
 - une tâche de contrôle et de conformité par rapport à des textes réglementaires ;
 - une tâche d'évaluation des dispositifs d'enseignement, des établissements et des enseignants ;
 - une tâche d'impulsion, d'innovation et de régulation.
- 3 La seconde difficulté concerne les objectifs et l'organisation même du dossier. Il ne s'agit évidemment pas de proposer une comparaison des dispositifs et des modalités d'inspection entre différents pays, entreprise complexe qui nécessiterait une étude d'une plus grande ampleur dépassant largement le cadre de ce dossier. Mais le risque

est alors de proposer une simple juxtaposition de textes descriptifs. Conscients de ce risque, mais également persuadés de l'utilité d'un tel dossier qui vise à répondre aux demandes maintes fois exprimées par des interlocuteurs français et étrangers, nous avons opté pour une organisation qui diffère sensiblement des numéros précédents de la revue ; la part réservée aux contributions françaises y est, en effet, plus importante. Il ne s'agit cependant pas d'un dossier uniquement français. Notre intention est de prendre d'abord appui sur un cas précis et sur ses différentes composantes (les évolutions récentes des corps d'Inspection en France), puis, en choisissant quelques exemples qui nous ont paru particulièrement significatifs, de fournir en contrepoint au lecteur des témoignages venus d'autres pays d'Europe.

- 4 À partir d'une étude menée ces dernières années sur les dispositifs d'inspection des établissements scolaires dans l'Union européenne, Clive Hopes propose, en introduction au dossier, quelques pistes de réflexion qui peuvent fournir un canevas de lecture pour l'ensemble des articles.
- 5 Le lecteur trouvera ensuite, comme nous l'avons indiqué, une série de contributions consacrées au système éducatif français. Le cadre général des changements intervenus en France est proposé dans les articles de Louis Baladier et Bernard Maccario qui mettent en évidence l'interdépendance nécessaire de tous les corps d'encadrement de l'Éducation nationale. Louis Baladier montre comment les réformes qui ont redéfini récemment les missions des corps d'Inspection s'inscrivent dans la logique des textes législatifs publiés ces quarante dernières années et comment elles peuvent contribuer à assurer une réelle démocratisation du système éducatif en développant, au sein de l'éducation nationale française, une culture d'encadrement. Bernard Maccario complète ce propos en présentant les principes de formation adoptés par l'école supérieure des cadres de l'éducation nationale en vue de promouvoir cette culture. Alain Attali, pour l'inspection générale de l'éducation nationale, et Jean-François Cuby, pour l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale, dressent, pour leur part, un bilan des évolutions qu'ont connu ces deux corps depuis leur création et définissent leurs missions dans le contexte actuel. Enfin, le témoignage d'un professeur complète ce panorama de l'inspection en France. Henri Peña Ruiz montre en quoi l'indépendance des inspecteurs garantit l'indépendance des enseignants de l'école républicaine.
- 6 Après cette présentation détaillée des réformes françaises, la suite du dossier vise à donner au lecteur des exemples d'évolutions récentes dans d'autres systèmes éducatifs en précisant, pour chaque situation, le contexte dans lequel s'inscrit le changement.
- 7 L'Angleterre offre le cas d'une autre conception de l'inspection puisque coexistent un organisme central et des équipes d'inspecteurs indépendants incluant des membres extérieurs au système éducatif. John Singh explique les raisons qui ont conduit à cette organisation dont il décrit le fonctionnement. Il est intéressant de mettre ce témoignage en regard de celui d'Isobel Mac Gregor pour l'Écosse, où l'inspection des établissements reste du ressort d'inspecteurs réunis en équipes et associant à leur travail les chefs d'établissement, les enseignants et les partenaires de l'école.
- 8 L'article de Stetula Coculescu présente un autre type de réforme, en montrant comment un changement politique profond, celui de la Roumanie d'après 1990, a entraîné une transformation radicale des missions confiées à l'Inspection. En Espagne, c'est également un bouleversement de l'organisation politique de l'État, avec l'autonomie des régions, qui a conduit à repenser l'organisation des corps d'inspection

dans ce pays. Deux articles complémentaires développent cet exemple. Maria-Antonia Casanova décrit le fonctionnement de l'inspection centrale en s'appuyant sur les différents textes législatifs qui ont constitué la base des réformes. Manuel Narbona, à partir de son expérience d'inspecteur au Pays basque, montre les aspects positifs de la nouvelle organisation dans une région autonome mais s'interroge également sur les inconvénients qu'elle pourrait engendrer à long terme.

- 9 Les deux articles qui suivent exposent des situations relativement stables jusqu'à présent, mais où des évolutions sont ressenties comme nécessaires. Jean Ravez décrit le rôle des inspecteurs du secondaire dans les trois réseaux de la Communauté française de Belgique et précise pourquoi des approches pluridisciplinaires lui paraissent indispensables à court terme. Ingeborg Christ présente le cas d'un pays, l'Allemagne, caractérisé par une structure fédérale de l'État et donc une décentralisation de l'enseignement et de l'inspection, et précise l'organisation de celle-ci dans chaque *Land*. Elle montre comment l'autonomie de plus en plus grande des établissements devrait conduire à faire évoluer la forme actuelle de l'Inspection.
- 10 C'est également par un exemple de décentralisation et d'autonomie des établissements que se termine ce dossier avec le cas du Danemark, qui constitue d'ailleurs plutôt un contre-exemple, puisqu'il n'existe pas, dans ce pays, de corps d'inspection que l'on puisse comparer à ceux des États précédemment cités. Peter Weng montre quelle organisation de l'école et quelles traditions culturelles sous-tendent ce fonctionnement.
- 11 L'inspection : un nouveau métier ? Sans doute, si l'on considère les évolutions qu'ont connues ces dernières années les missions de l'inspection, en France et dans les quelques pays retenus dans ce dossier. Si le regard de l'inspecteur est toujours présent, l'évolution de systèmes éducatifs nécessite de plus en plus un travail d'équipe, des approches pluridisciplinaires, une vision globale des systèmes. Cette évolution semble partout présente, même si l'ensemble du dossier montre bien la complexité et la diversité des situations nationales. Enfin, si l'organisation des systèmes éducatifs demeure, au sein de l'Union européenne, un domaine réservé de chaque pays, le développement des échanges en éducation implique, pour les inspecteurs, une participation croissante afin de faciliter les articulations entre les systèmes éducatifs. Le regard de l'inspecteur ne va-t-il pas se tourner de plus en plus vers l'extérieur et s'ouvrir davantage à l'international ?

INDEX

Index géographique : Europe, Angleterre, Royaume-Uni, France, Roumanie, Écosse, Espagne, Pays basque, Belgique, Communauté française de Belgique, Allemagne, Belgique francophone

Mots-clés : évaluation, inspecteur, inspection, système éducatif

AUTEUR

PATRICK PRÉVOST

Coordonnateur du dossier, attaché de coopération linguistique et éducative, Budapest, Hongrie.